

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 1^{er} au 7
novembre 2019

Argentine

Production industrielle manufacturière : -5,1% en g.a. en septembre ; -8,5% pour la construction

Prévisions du consensus de marché de novembre

Recettes fiscales d'octobre : +42,8% en termes nominaux en g.a. (probable contraction en termes réels)

Le Trésor continue de se financer auprès d'entités publiques

Hausses de prix : de nouvelles pressions inflationnistes

La remise des offres pour le gazoduc de Vaca Muerta repoussé à mars 2020

Chili

Projet d'allocation augmentant le revenu minimum garanti pour les salariés

Plan d'aide aux PME affectées par les dégradations

Activité économique en septembre : +3% en g.a., mais -0,6% en g.m. en termes désaisonnalisés

Paraguay

Inflation: +0,4% g.m. en octobre ; +2,4% en g.a.

Formalisation d'un prêt de la BID et début d'un vaste projet d'asphaltage routier

Uruguay

Légère hausse du déficit public : -4,9% du PIB en septembre en termes annualisés

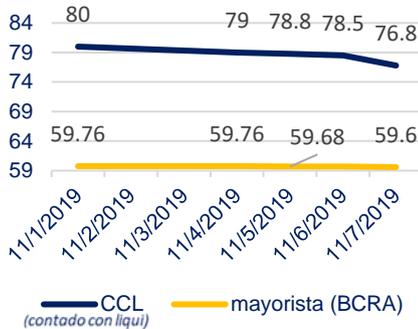
Inflation : +0,75% en g.m. en octobre, +8,34% en g.a

Salaires : +0,17% en g.m. en termes nominaux en septembre ; +10,22% en g.a.

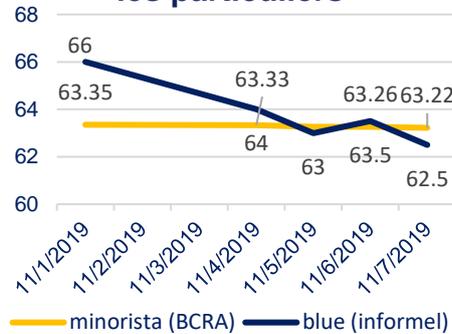
Excédent commercial : 119 MUSD au total sur janvier-septembre 2019

Argentine

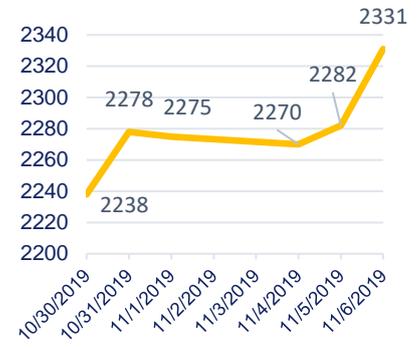
Taux de change financier



Taux de change pour les particuliers



Risque pays EMBI+



Production industrielle manufacturière : -5,1% en g.a. en septembre ; -8,5% pour la construction

L'industrie manufacturière a enregistré un dix-septième mois de contraction consécutif en termes annuels en septembre. La production de ce secteur s'est ainsi repliée de 5,1% en g.a., dont notamment -16,5% pour l'automobile, -13,7% pour l'ameublement, -9% pour les produits métalliques, machines et équipements et -8,9% pour la raffinerie et autres dérivés du pétrole. L'industrie du bois, du papier, de l'édition et de l'impression enregistre néanmoins une hausse, de 4,1% en g.a., ainsi que les « autres équipements, appareils et instruments » (+3,7%) et l'alimentation (+0,3%). En glissement mensuel, la baisse est de 5%, après -3,4% en août et +3,9% en juillet.

Quant à l'activité de la construction, elle enregistre un treizième mois consécutif de baisse en g.a., à -8,5% (après -5,9% en août). L'activité du secteur sur les mois de janvier-septembre 2019 a ainsi été inférieure de 8% à celle enregistrée sur les neuf premiers mois de l'année 2018.

Prévisions du consensus de marché de novembre

La BCRA a publié le lundi 4 novembre les résultats de son enquête mensuelle de prévisions économiques effectuée du 29 au 31 octobre. En voici les principales estimations médianes relevées auprès des experts interrogés :

- inflation d'octobre : 4,2% en g.m. (-0,2 p.p. par rapport à l'enquête publiée un mois plus tôt) ;
- inflation de novembre : 4,1% en g.m. (+0,1 p.p.) ;
- inflation en 2019 : 55,6% en fin de période (+0,7 p.p.) ;
- inflation en 2020 : 42,9% (+2,4 p.p.) ;
- inflation en 2021 : 29,1% (+0,3 p.p.) ;
- PIB : -0,6% en termes trimestriels désaisonnalisés au T3 (+0,1 p.p.) et -1,4% au T4 (-0,3 p.p.) ;
- PIB annuel : -3% en termes réels en 2019 (-0,2 p.p.), -1,7% en 2020 (-0,2 p.p.), +1,6% en 2021 (-0,1 p.p.) ;
- taux d'intérêt directeur : 63% en moyenne en novembre et 60% à la fin de l'année ;
- taux de change : 61,1 ARS/USD en moyenne en novembre (-0,9 ARS/USD) et 65 en décembre.

Recettes fiscales d'octobre : +42,8% en termes nominaux en g.a. (probable contraction en termes réels)

Suite aux mesures d'urgence adoptées dans le sillage du résultat des primaires du 11 août (suppression de la TVA sur les biens alimentaires de première nécessité notamment), les recettes fiscales ont ralenti leur croissance en octobre. Avec une hausse nominale de 42,8% en g.a., celles-ci seront certainement de nouveau en-deçà de l'inflation (qui s'élevait à 53,5% en g.a. en septembre, et le consensus de marché s'attend à +4,2% en g.m. en octobre). Ainsi, les recettes fiscales accusent probablement une baisse en termes réels (les données de l'inflation d'octobre seront dévoilées le 14/11 par l'INDEC).

Le total des recettes fiscales s'est élevé à 446,2 Mds ARS sur le mois dernier. Le ralentissement s'explique par le fait que la TVA a été affectée par les exemptions décidées en août (seulement +32% en g.a., à 146,3 Mds ARS), et aussi par l'évolution médiocre des recettes de l'impôt sur le revenu : +25,4% en g.a. (79,9 Mds ARS).

Le Trésor continue de se financer auprès d'entités publiques

Ayant perdu l'accès au financement volontaire sur les marchés depuis les élections primaires de la mi-août, l'Etat a continué cette semaine de se financer directement auprès de fonds publics.

Ainsi, le lundi 4 novembre, le ministère des finances s'est financé auprès du Fonds de garantie de soutenabilité de l'ANSES (sécurité sociale), sous deux formes de titres (Letes), l'une en pesos et l'autre en dollars US. D'un montant de 4000 Mds ARS et 120 MUSD, les deux titres sont à 178 jours (échéance le 30 avril 2020), conformément au décret d'urgence numéro 668 du 27 septembre qui autorise le Trésor à se financer de cette manière pour des durées allant jusqu'à 180 jours.

Le jeudi 6, le Trésor a annoncé avoir émis des obligations (Letes) pour 5 Mds ARS supplémentaires, à échéance le 5 mai 2020 (180 jours), auprès de « juridictions et entités » du secteur public national.

Hausses de prix : de nouvelles pressions inflationnistes

Un certain nombre de dispositifs de gels de prix (tarifs publics, biens de première nécessité) arrivaient à terme fin octobre.

- Le programme « precios esenciales » a été intégré au dispositif « precios cuidados », lui-même prolongé jusqu'à janvier. Il concerne désormais 529 produits (maté, lait, farine, huile, riz, etc.), qui seront disponibles dans 2500 points de vente, dont le prix moyen a, à cette occasion, été réévalué de 13%.
- Le prix des carburants a été dégelé le 1^{er} novembre. Une hausse de tarifs de 5% a été décrétée à cette date. La hausse de l'impôt sur les combustibles repoussée depuis mai dernier est finalement entrée en vigueur elle aussi pour le mois de novembre, par un décret signé ce lundi. Normalement l'imposition des carburants est revue chaque trimestre selon l'évolution de l'IPC. La hausse représente 6% : 0,142 ARS par litre d'essence et 0,27 ARS par litre de gasoil, et pourra être transmise sur les prix.
- Les mutuelles de santé (*Prepagas*) ont été autorisées à augmenter leurs tarifs de 12% en décembre.
- Une hausse des tarifs de l'électricité de 25% est prévue pour le 1^{er} janvier dans la province de Buenos Aires (la plus peuplée du pays), en application d'un mécanisme instauré par l'ancien gouverneur péroniste Daniel Scioli. Le gouverneur-élu, Axel Kicillof, a néanmoins demandé à la gouverneure actuelle, Maria Eugenia Vidal, de revenir sur cette mesure.
- Les commissions bancaires pour les particuliers (frais de détention d'une carte bancaire par exemple) augmenteront d'entre 30 et 40% en janvier.

Au contraire, les tarifs du gaz ont été réduits d'entre 0,5 et 1,5% (bulletin officiel du 1^{er} novembre).

La remise des offres pour le gazoduc de Vaca Muerta repoussé à mars 2020

Initialement prévue pour mi-septembre de cette année, la remise des offres avait déjà été repoussée à novembre. Mais le 31 octobre, le gouvernement a finalement annoncé que l'ouverture des plis ne se tiendrait que le 31 mars 2020.

L'investissement requis pour la première phase de 570 km du Gazoduc du Centre représenterait 800 MUSD pour une durée de concession de 35 ans. Ce projet est aujourd'hui crucial pour pouvoir évacuer la production de Vaca Muerta vers les bassins de consommation de la province de Buenos Aires. Les consortiums candidats sont principalement composés par des entreprises argentines et chinoises.

Chili

Projet d'allocation augmentant le revenu minimum garanti pour les salariés

Dans un contexte de poursuite du mouvement social contre les inégalités (les manifestations réunissant encore plusieurs milliers de personnes par jour cette semaine), le président Piñera a présenté le 6 novembre un projet de loi augmentant le revenu garanti : le salaire minimum s'élevant à 301 000 CLP, la création d'une allocation assurerait un revenu minimum aux salariés de 350 000 CLP (426 EUR). Le budget de l'Etat verserait la différence directement aux personnes percevant un revenu inférieur à ce montant (un système s'apparentant au RSA activité en France). Ce complément de revenu ne sera pas imposable.

La mesure concernerait 540 000 travailleurs et représenterait un coût de 190 Mds CLP par an pour l'Etat.

Plan d'aide aux PME affectées par les dégradations

Le président Piñera a également annoncé un nouvel élément de son agenda social, à destination des PME (*Levantemos tu Pyme*). Il vise 6800 PME qui ont « souffert de cette brutale vague de délinquance, vandalisme et destruction ».

Les mesures incluent un volet financier - paiement accéléré, de la part des grandes entreprises, des créances des PME, aides en matière de financement bancaire - et un volet assurantiel. Le volet fiscalité et subventions inclut une simplification des déclarations de TVA et un financement public direct pour les réparations des dégâts (sous forme de subventions et prêts). Enfin, le secteur public assurera une assistance légale et une campagne de communication pour promouvoir les PME.

Activité économique en septembre : +3% en g.a., mais -0,6% en g.m. en termes désaisonnalisés

L'indice d'activité économique publié par l'INE a poursuivi sa reprise en termes annuels amorcée en juillet (+3,2%) et en août (+3,7%), avec une hausse de +3% en g.a. en septembre.

En g.m., l'activité s'est néanmoins contractée de 0,6% en septembre en termes désaisonnalisés, essentiellement du fait de la contraction de l'activité minière (-2,9%, contre +0,4% pour l'activité non minière). Pour le mois d'octobre, suite à la crise sociale, le gouvernement prévoit une croissance nulle de l'activité économique, voire une contraction de 0,5%.

Lors de sa présentation devant la Commission du budget du Congrès, le nouveau ministre des finances, Ignacio Briones, a revu à la baisse la croissance du PIB pour 2019, qui se situerait dans une fourchette entre 1,8% et 2,2% (contre une prévision de 2,4%-2,9% précédemment). Le gouvernement a maintenu ses prévisions d'inflation autour de 2,2% pour 2019 et 2,6% pour 2020.

Paraguay

Inflation: +0,4% g.m. en octobre ; +2,4% en g.a.

La hausse des prix sur les mois de janvier à octobre 2019 s'élève ainsi à 2%, contre 2,8% sur la même période de l'année 2018. En g.a., la hausse de l'IPC d'octobre 2019 représente 2,4%, contre 4,1% enregistrés en octobre 2018.

En octobre, les prix des activités sportives se sont notamment contractés (-4,1% en g.m.), ainsi que ceux des vacances et du tourisme (-1,9%). En revanche les légumes et tubercules frais ont vu leur prix augmenter (+8,9%) de même que les fruits frais (+1,7%) et les automobiles et camionnettes (+1,7% également).

Formalisation d'un prêt de la BID et début d'un vaste projet d'asphaltage routier

Le gouvernement a officialisé cette semaine le début des travaux pour l'asphaltage de 200 km de route à travers 7 départements et découpés en 8 lots. Le projet totalise un investissement de 36,4 MUSD. Le président Abdo a également signé les documents relatifs à un prêt de 300 MUSD de la BID destiné à cofinancer diverses infrastructures (pont entre Asunción et Chaco'i pour 162 MUSD dont la remise des offres prévues le 14 novembre ; système de digue à Pilar estimé à 109 MUSD pour une remise des offres le 28 novembre, Gran Hospital del Sur pour 80 MUSD).

Uruguay

Légère hausse du déficit public : -4,9% du PIB en septembre en termes annualisés

Le ministère de l'économie et des finances a révélé une hausse de 0,1 p.p. du déficit budgétaire en septembre par rapport à août. Le déficit budgétaire retrouve donc en septembre le niveau atteint en juillet de -4,9% du PIB, niveau le plus élevé depuis 1989. L'objectif fixé dans la loi de finances pour 2019 de réduire le déficit budgétaire à 2,5% du PIB ne semble pas pouvoir être atteint.

Inflation : +0,75% en g.m. en octobre, +8,34% en g.a

D'après les données publiées par l'INE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,75% sur le mois dernier. Les secteurs qui ont le plus influencé la hausse mensuelle de l'inflation continuent d'être les aliments et boissons non alcoolisées (incidence de +0,38 p.p. suite à leur hausse de 1,39% en g.m. ; tirée par la viande qui a vu ses prix croître de 4% notamment) et les vêtements (+0,10 p.p. du fait de la hausse de leur prix de 2,54% en g.m.).

Salaires : +0,17% en g.m. en termes nominaux en septembre ; +10,22% en g.a.

Depuis début 2019, les salaires nominaux accumulent ainsi une hausse de 8,38%. Les salaires nominaux ont augmenté de 0,18% en septembre dans le secteur privé et sont restés stables dans le secteur public.

En termes réels, d'après l'INE, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat se contracter de 0,39% de en septembre (0,33% dans le secteur privé et 0,51% dans le secteur public).

Excédent commercial : 119 MUSD au total sur janvier-septembre 2019

Sur la même période de l'année 2018, la balance commerciale était déficitaire de 612 MUSD. En effet, de janvier à septembre 2019 les importations se sont contractées de -8,1% en valeur par rapport à la même période en 2018, alors que les exportations ont augmenté de 4%. Après la sécheresse de 2018, le dynamisme des activités primaires reprend, avec une hausse de 23,2% des exportations accumulées sur l'année.

Au mois de septembre, les exports ont représenté 740 MUSD (+14,3% en g.a.) et les imports 703 MUSD (-2,1%). La balance commerciale mensuelle affichait ainsi un excédent de 37,2 MUSD (contre un déficit de 70,6 MUSD en septembre 2018).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Jeanne Ollivier

Revu par : Bruno Ménat, Laurent Charpin

Version du 7 novembre 2019